

## FICHE THEMATIQUE

## MAQUETTES PÉDAGOGIQUES EN APPRENTISSAGE

## MISSION INFORMATION - CONTROLE &amp; ACCOMPAGNEMENT PEDAGOGIQUE DES FORMATIONS PAR APPRENTISSAGE

## La construction des maquettes pédagogiques par les CFA

Dernière mise à jour : 5 mars 2024

## Table des matières

1	Propos liminaires .....	2
2	Une première approche stratégique dans la construction des maquettes pédagogiques : l'entrée par l'accompagnement au cœur du parcours de formation en apprentissage – Mise à jour 2 mars 2024 .....	2
3	Une deuxième approche stratégique dans la construction des maquettes pédagogiques : l'entrée par les disciplines et modalités d'enseignement .....	3
3.1	Des références en la matière : les vade-mecum et autres guides publiés par le Ministère certificateur – Mise à jour 4 février 2024 .....	4
3.2	Des conseils à destination des équipes pédagogiques .....	6
3.2.1	L'apprentissage en tant que formation initiale .....	6
3.2.2	Le cas particulier des compétences en littérature et en numératie – Mise à jour 5 mars 2024 .....	6
3.2.3	Le cas particulier des dispenses d'unités à l'examen .....	7
1.1.1	Le cas des prorogations d'un an du contrat à la suite à un échec à l'examen .....	8
3.2.4	Le cas spécifique du chef d'œuvre – Mise à jour 31 janvier 2024 .....	9
3.2.5	Le cas particulier des enseignements facultatifs .....	10
3.2.6	Le cas particulier de l'EPS .....	11
4	Une troisième approche stratégique dans la construction des maquettes pédagogiques : l'entrée par les volumes horaires disciplinaires .....	12
4.1	Les grilles horaires d'enseignement sous statut scolaire comme repères potentiels pour les CFA .....	12
4.2	Limites du fichier excel proposé .....	13
4.3	D'autres points de vigilance .....	13
5	Une quatrième approche stratégique dans la construction des maquettes pédagogiques : l'entrée par la multimodalité des enseignements .....	14
6	Une cinquième approche stratégique dans la construction des maquettes pédagogiques : l'entrée par la formalisation d'une fiche par unité de formation type contrat pédagogique .....	14
7	Les sites de référence à consulter .....	15
7.1	Les sites nationaux (liste non exhaustive) .....	15
7.2	Les sites académiques .....	15
7.3	Focus sur les enseignements généraux .....	15
8	Annexes .....	17
8.1	Annexe n°1 - Extrait « Développer la multimodalité dans les dispositifs modulaires de formation – Fiches conseils », Région Pays de la Loire (octobre 2016) .....	17
8.2	Annexe n°2 : fiche type contrat pédagogique .....	18

## 1 Propos liminaires

Le bilan d'étape des inscriptions des candidats sous le statut d'apprenti de la session d'examen 2023 conduit le 18 janvier 2023 avec les services des examens et concours des rectorats d'Aix-Marseille et de Nice montrent à l'évidence des progrès substantiels dans le respect par tous les CFA des volumes horaires min. d'enseignement réglementaires mentionnés dans les CERFA (fiche repère [Positionnement en apprentissage](#) – page 9).

La vigilance doit être portée à présent sur la répartition de ces volumes horaires entre les différentes disciplines d'enseignement mais également sur les modalités pédagogiques portées par les rénovations des référentiels.

Des indications et repères avaient été fournis aux CFA dans une ancienne version de la fiche ressource [Positionnement en apprentissage](#). Depuis sa mise à jour fin 2022, ces éléments ont été supprimés dans l'objectif de créer une fiche spécifique. La voici, dans l'attente de la refonte globale des ressources précédemment annoncée, afin de les articuler davantage avec le référentiel qualité QualiOpi et Eduform.

## 2 Une première approche stratégique dans la construction des maquettes pédagogiques : l'entrée par l'accompagnement au cœur du parcours de formation en apprentissage – Mise à jour 2 mars 2024

Pour développer la pédagogie de l'alternance, l'Observatoire de la métallurgie et l'Opcw 2i dans son document repère [Pédagogie de l'alternance](#) (publié en novembre 2022) met en avant trois concepts clefs : l'individualisation, la réflexivité et l'accompagnement.

Cette partie traitera en particulier de la place que souhaitent donner les équipes de direction des CFA à l'accompagnement dans l'emploi du temps, évoluant dans le contenu et les modalités au fur et à mesure des besoins des apprenants au cours de leur parcours de formation.

### [Article D333-2 / Modifié par Décret n°2024-122 du 19 février 2024 - art. 2](#)

« Des dispositifs d'accompagnement personnalisé sont mis en place pour tous les élèves selon leurs besoins dans les classes de seconde, première et terminale préparant aux baccalauréats général, technologique et professionnel. Ils comprennent des activités de soutien, d'approfondissement, d'aide méthodologique et d'aide à l'orientation, pour favoriser la maîtrise progressive par l'élève de son parcours de formation et d'orientation. Ils prennent notamment la forme de travaux interdisciplinaires. Un dispositif de tutorat est proposé à tous les élèves, pour les aider à construire leur parcours de formation et d'orientation ».

*NOTA : Conformément à l'article 6 du décret n° 2024-122 du 19 février 2024, ces dispositions sont applicables à compter de la session 2024 des diplômes de certificat d'aptitude professionnelle, brevet professionnel, mention complémentaire, baccalauréat professionnel et brevet des métiers d'art.*

La part de l'accompagnement dans les grilles horaires en formation initiale sous statut scolaire étant de 11,8% en CAP et de 10 % en bac pro, on pourrait fixer arbitrairement à 10% celle en apprentissage et généralisé ce ratio à l'ensemble des formations en apprentissage.

Soit selon le rythme d'alternance propre à chaque CFA ou chaque diplôme :

- hebdomadaire : une demi-journée (10% de 35h, soit de 3 à 4 h hebdomadaire)
- journée (2J), de 1,5 à 2h environ (10% de 14h).

Dès lors, il revient aux équipes de direction, en concertation avec leurs équipes pédagogiques de positionner au cœur de l'emploi du temps (et non en périphérie pour éviter des risques de « fuite » ou de formes de désintérêt ....) ces temps dédiés à l'accompagnement dans l'emploi du temps.

Pour en maximiser l'offre, les choix peuvent aller :

- pour un groupe d'alternants d'une même classe,
- pour un groupe d'alternants d'un même niveau de classe,
- pour un groupe d'alternants d'un même diplôme,
- pour un groupe d'alternants d'un même niveau de diplôme,
- pour tout alternant au sein d'un CFA, et ce quel que soit le diplôme et le niveau de classe.

Plus la cible sera élargie, plus les équipes pédagogiques à mobiliser seront importantes et meilleur sera le financement, mais aussi plus difficile l'organisation sera à mettre en place.

Entre ces deux extrêmes, chaque CFA trouvera, par essais – erreurs, l'organisation qui sera la plus adaptée à sa situation. Cette organisation ne sera pas forcément figée pour l'ensemble de l'année, elle pourra évoluer d'une période de formation à une autre, fonction aussi de la disponibilité des formateurs (cf [Fiche pratique Tableaux stratégiques de formation par compétences](#) – découpage du cycle en périodes de formation).

Cette nouvelle organisation, en « barrettes d'enseignement » offre ainsi de nouvelles opportunités pédagogiques aux équipes pédagogiques :

- travailler différemment, de manière interdisciplinaire, par compétence, ....
- enseigner selon d'autres modalités, en co-intervention (en CAP et en bac pro) ou en co-enseignement en BTS, en mode projet et de manière pluridisciplinaire (par exemple dans le cas du chef d'œuvre en CAP et en bac pro),
- mais également évaluer à des temps différenciés des groupes d'apprenants « prêts » à être évalués en contrôle en cours de formation, ....
- Et surtout aussi, proposer une offre plus modulaire, par période de formation, pour des accompagnements plus personnalisés suivant les besoins des apprenants.

S'agissant de cette offre « modulaire », elle sera à construire en jouant sur plusieurs facteurs :

- Le nombre d'apprenants cible : certains modules pourront être à effectifs « très réduits » (pour répondre à des besoins importants en terme de consolidation ou de remédiation) ou au contraire, à effectifs « plus grands » voire « très grands ». Ces différences en terme de dimensionnement des modules permettront d'en assurer le financement.
- Le contenu de l'enseignement et la place dans le cursus de formation.
  - La partie dédiée à la consolidation des acquis sera notamment utilisée dès le début de la formation. *Pour rappel, cette « consolidation des acquis » vise à soutenir les apprenants (en particulier en seconde CAP et seconde Bac pro) dans les disciplines de français et de mathématiques sur la base des résultats des tests de positionnement de début de seconde en littérature et en numératie*  
A noter : L'expérience du CléA (socle de connaissances et de compétences professionnelles) en formation continue comme celle acquise dans les dispositifs de raccrochage scolaire (dans le cadre des parcours proposés par la Mission de lutte contre le décrochage scolaire ou en Missions locales) ont d'ailleurs montré combien il était important de ne pas stigmatiser l'objet de la consolidation des acquis en français et en mathématiques (par exemple en le nommant en tant que tel). La consolidation des acquis dans ces deux disciplines a plus d'efficacité quand elle est menée dans le cadre d'apprentissages très contextualisés et en articulation forte avec les enseignements professionnels. Les apprenants y trouveront d'autant plus de sens, d'intérêts et de motivation, et les progrès seront d'autant plus rapides et significatifs.
  - Celle dédiée à l'accompagnement du projet personnel et professionnel sera réellement activé en dernière année de formation, en deux modules en fonction du projet de l'apprenant, soit une préparation à l'insertion professionnelle (préparation à l'emploi : recherche, CV, entretiens, ...) soit une préparation à la poursuite d'études (renforcement méthodologique, etc.). Ces dispositifs proposés en CAP et en bac pro peuvent s'étendre aux autres diplômes.
  - Une période d'accueil (type « sas ») suffisamment longue à proposer aux apprenants en début de cycle (et donc positionnée en début de la première unité de formation). Cette période sera pleinement consacrée à la connaissance et à la découverte de l'environnement socio-professionnel (réf. « rapport d'étonnement »), à la connaissance de soi (de son potentiel, de son projet), et également au développement d'un sentiment d'appartenance dans le cadre de projets divers (conférences professionnelles, rencontre / visite d'entreprises, activités culturelles et sportives, etc.).
  - Des temps spécifiquement dédiés en CFA au cours du cycle pour des bilans de compétences, collectifs et/ou individuels sur le modèle des entretiens professionnels, et si besoin rétroagir sur la formation en prévoyant les régulations nécessaires (remédiation, adaptation en fonction des besoins dans la classe, dans le CFA, dans l'entreprise). Ces bilans trouveraient tout à fait leur place en fin de chaque unité de formation pour évaluer le niveau de performance atteint pour chaque compétence cible (cf [Fiche pratique Tableaux stratégiques de formation par compétences](#) – découpage du cycle en périodes de formation).
- Le développement de nouvelles compétences, voire de nouvelles certifications complémentaires pour enrichir les CV des apprenants (par exemple, des certifications numériques comme PIX, langagières comme le Projet Voltaire ou le TOEIC, ...).

### 3 Une deuxième approche stratégique dans la construction des maquettes pédagogiques : l'entrée par les disciplines et modalités d'enseignement

**Dès l'instant où le CFA propose un diplôme de l'Education nationale, il est tenu de s'inscrire dans la transformation de la voie professionnelle, qui a conduit à une refonte des modalités de formation dans les diplômes professionnels.**

Pour mémoire, l'Etat a procédé à la reconstruction totale du système de formation professionnelle et de l'apprentissage à partir des besoins des jeunes, des actifs et des entreprises.

La transformation de la voie professionnelle résulte :

- d'un processus de concertation nationale autour de l'apprentissage, la formation professionnelle et l'assurance chômage lancé en novembre 2017 en étroite collaboration avec le ministère de l'Éducation Nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et le Ministère du Travail,
- et d'une mission sur l'avenir de la voie professionnelle lancée en octobre 2017.

Les deux processus ont abouti,

- pour l'une à la publication le 22 février 2018 d'un rapport co-signé par Céline Calvez et Régis Marcon : « Transformer le lycée professionnel – Former les talents aux métiers de demain »,
- pour l'autre à la promulgation de la Loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » le 5 septembre 2018 visant une transformation de grande ampleur de la formation professionnelle, initiale (scolaire et apprentissage) et continue, pour une mise en œuvre pleinement opérationnelle à l'échéance 2021.

Cette transformation a mis en avant de nouveaux dispositifs pédagogiques (comme le chef d'œuvre, la co-intervention, l'accompagnement renforcé, ...). **Ces dispositifs sont par principe vecteurs de cette transformation et les CFA ne peuvent s'en dessaisir.**

### 3.1 Des références en la matière : les vade-mecum et autres guides publiés par le Ministère certificateur – Mise à jour 4 février 2024

A noter la publication de l'arrêté de [l'arrêté du 22 janvier 2024](#) modifiant l'arrêté du 21 novembre 2018 relatif aux enseignements dispensés dans les formations sous statut scolaire préparant au baccalauréat professionnel

- Remplacement des termes : « consolidation des acquis / accompagnement personnalisé / accompagnement au choix d'orientation » par : « soutien au parcours »
- Le soutien au parcours s'adresse à tous les élèves selon leurs besoins afin de les accompagner dans leur parcours de choix et d'orientation. En fin d'année scolaire de terminale professionnelle, un parcours différencié est proposé aux élèves leur permettant, soit de préparer une insertion professionnelle, soit de préparer une poursuite d'études dans l'enseignement supérieur.

Les CFA mettant en œuvre les diplômes de l'Education nationale veilleront à prendre comme référence les vade-mecum publiés pour accompagner la transformation de la voie professionnelle (CAP et Baccalauréat professionnel) – accessibles sur le site Eduscol [en cliquant directement ici](#).

Parmi les ressources proposées, voir en particulier :

- [« La consolidation des acquis et l'accompagnement personnalisé »](#) (février 2019)
- [« La co-intervention »](#) (février 2019)
- [« La réalisation du chef-d'œuvre »](#) (février 2019)
- [« Renforcer les usages du numérique »](#) (juin 2019)

Il est également recommandé de consulter également les [fiches d'auto-évaluation](#) proposées par la DGESCO, dont celles spécifiques sur la transformation de la voie professionnelle,

- La [co-intervention](#)
- Le [chef d'œuvre](#)
- L'[accompagnement personnalisé](#)
- La [consolidation des acquis](#)
- La [préparation à l'insertion professionnelle ou à la poursuite d'études](#)

	> <b>Chef d'œuvre</b>
Article D337-3-1	> "Les candidats sous statut scolaire <b>et les apprentis</b> préparant une des spécialités de certificat d'aptitude professionnelle mentionnées au premier alinéa de l'article D. 337-2 réalisent, au cours de leur formation conduisant au diplôme, un chef d'œuvre en relation avec la spécialité préparée.
Article D337-66-1	> « Les candidats sous statut scolaire <b>et les apprentis</b> préparant une des spécialités de baccalauréat professionnel mentionnée au premier alinéa de l'article D. 337-53 réalisent, au cours de leur formation conduisant au diplôme, un chef-d'œuvre en relation avec la spécialité préparée ». Modalités d'évaluation du chef d'œuvre pour l'examen du CAP ( <a href="#">Circulaire n° 2020-039 du 14-2-2020</a> ). Vade-mecum ministériel « <a href="#">La réalisation du chef d'œuvre</a> »
Lien vers le <a href="#">Vademecum national</a>	> <b>Co-intervention</b> > La co-intervention, en ciblant spécifiquement les enseignements de français et de mathématiques - physique – chimie, vise à « susciter ou accroître la motivation des apprenants et favoriser leur engagement dans leur formation », et par extension leur réussite « en rendant plus concrets les enseignements généraux, en mettant en perspective les situations professionnelles et en rendant plus lisible le sens des enseignements, généraux comme professionnels » (extraits du vade-mecum) ». > Par le dialogue qu'elle instaure entre enseignement général et professionnel, la co-intervention suppose nécessairement un co-enseignement. > Elle vise à : > Susciter, accroître la motivation des élèves et favoriser leur engagement dans leur formation

Renforcer la cohérence globale de la formation et rendre plus lisible le sens des enseignements, généraux comme professionnels  
 Montrer aux élèves que l'enseignement général participe de la formation professionnelle et la conforte  
 Favoriser la concrétisation de projets collectifs  
 Renforcer l'acquisition de compétences transversales et ne pas dissocier la culture générale humaniste de la culture professionnelle.

Arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2021  
 Note de service du 1<sup>er</sup> mars 2021

« Conformément à l'arrêté susmentionné, à la rentrée 2021, le volume horaire dédié aux enseignements en co-intervention en terminale pourra donner lieu à des mises en œuvre définies au sein des établissements qui pourront ainsi choisir de :

- poursuivre, dans la continuité des classes de seconde et de première, la co-intervention enseignement professionnel et français/enseignement professionnel et mathématiques-sciences ;
- organiser la co-intervention entre enseignement professionnel et d'autres disciplines d'enseignement général : histoire-géographie et enseignement moral et civique, langue vivante A ou B, arts appliqués et cultures artistiques, éducation physique et sportive ;
- mettre en place un « atelier de philosophie » ;
- renforcer l'horaire dédié à l'accompagnement pour le projet postbaccalauréat de l'élève : vers une poursuite d'études supérieures ou vers une insertion professionnelle ».

Lien vers le [Vademecum national](#)

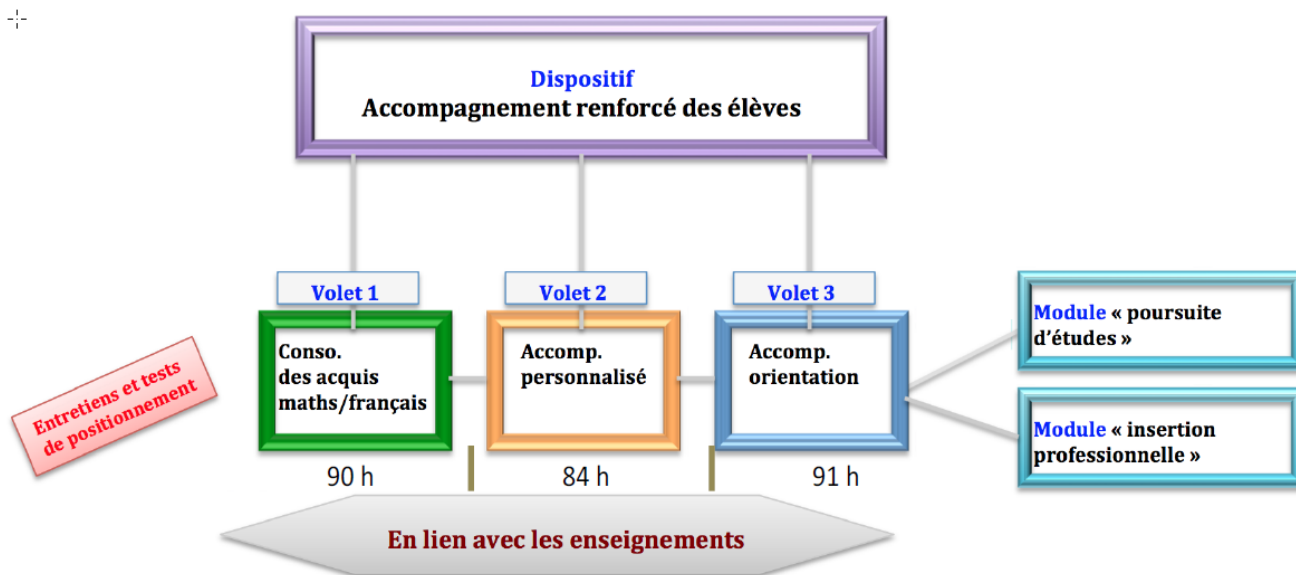
**Consolidation des acquis et l'accompagnement personnalisé**

« Afin de faire de la voie professionnelle une filière d'excellence, chaque élève doit pouvoir construire le parcours personnalisé qui répond le mieux à ses besoins et à ses aspirations. Pour l'y aider, sont mis en œuvre :

- des enseignements de consolidation ;
- un accompagnement personnalisé ;
- une préparation aux choix d'orientation.

Ce dispositif d'accompagnement fait partie intrinsèque du temps scolaire de l'élève, de la seconde à la terminale, mais ses enjeux finaux s'inscrivent résolument dans son parcours professionnel ou d'études à moyen et long terme ».

**Schéma récapitulatif** (extrait du diaporama du collège des inspecteurs du second degré – bilan intermédiaire de la transformation de la voie professionnelle – Académie d'Aix-Marseille, juillet 2023)



Lien vers le [Vademecum national](#) – volet insertion professionnelle

**Modules d'insertion professionnelle ou de poursuite d'études**

Deux modules en fonction du projet post-baccalauréat :

- Insertion professionnelle
- Ou poursuite d'études

Les **items communs** aux deux modules seront abordés au cours du **premier trimestre de l'année**, afin de permettre aux élèves de confirmer ou faire évoluer leur choix.

Lien vers le [Vademecum](#)

*national – volet préparation à la poursuite d'études* En tout état de cause, le choix d'un accompagnement vers les études supérieures ou l'insertion professionnelle ne rend pas le projet post bac irréversible. Les établissements veilleront à intégrer aux modules la poursuite d'études en apprentissage, et qui nécessite un accompagnement à la fois vers la poursuite de formation et vers la recherche d'un employeur. Cet accompagnement doit offrir une guidance personnalisée à l'élève qui permet de travailler avec lui son projet d'orientation, de formation et/ou d'insertion.

### 3.2 Des conseils à destination des équipes pédagogiques

Dans les réflexions à conduire au sein de chaque CFA, il faut noter les points complémentaires suivants :

#### 3.2.1 L'apprentissage en tant que formation initiale

En effet, il faut rappeler la spécificité de la formation par apprentissage, qui relève de la formation professionnelle initiale, et poursuit des objectifs doubles d'insertion professionnelle et dans la société.

Article L6211-1 : « L'apprentissage concourt aux objectifs éducatifs de la nation. Il contribue à l'insertion professionnelle. Il a pour objet de donner à des travailleurs, ayant satisfait à l'obligation scolaire, une formation générale, théorique et pratique, en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre à finalité professionnelle enregistré au répertoire national des certifications professionnelles ».

**Cela suppose donc que les enseignements ne se limitent pas exclusivement au domaine professionnel (ou donnent une part prépondérante au domaine professionnel au détriment du domaine général), mais ouvrent l'apprenti(e) à des compétences plus transversales (notamment les « soft skills » très recherchées par les entreprises) qui nourrissent le futur professionnel et le citoyen.**

Les maquettes pédagogiques des CFA donneront de ce fait au volume des enseignements généraux une place au moins égale à celui de l'enseignement professionnel.

Plus encore, le Ministère de l'Éducation nationale, propose depuis la rentrée 2015, que chaque apprenant de l'école au lycée (et donc au CFA ...) mette en œuvre un parcours éducatif permettant l'acquisition progressive de connaissances et de compétences qui s'accumulent tout au long de son cheminement en formation initiale. Plus d'information sur le site eduscol ; <https://eduscol.education.fr/676/les-parcours-educatifs-l-ecole-au-college-et-au-lycee>.

Ce parcours éducatif se décline en 4 à 5 composantes :

- Le parcours Avenir ;
- Le parcours d'Éducation artistique et culturelle ;
- Le parcours éducatif de santé ;
- Le parcours citoyen de l'élève ;
- Le [parcours culture scientifique et technique](#) (spécificités de l'académie d'Aix-Marseille).

<https://eduscol.education.fr/676/les-parcours-educatifs-l-ecole-au-college-et-au-lycee>.

**Le CFA devra se questionner sur les moyens à sa disposition pour s'inscrire dans une continuité de ces parcours, en particulier lorsqu'il accueille des apprentis dans les formations de niveau 3 et 4.**

#### 3.2.2 Le cas particulier des compétences en littératie et en numératie – Mise à jour 5 mars 2024

On ne saurait sous-estimer la nécessité d'évaluer la situation de chaque postulant à l'apprentissage, en particulier issu du collège et plus généralement, pour l'accès aux certifications de niveau 3 et 4, sur les compétences en littératie et en numératie (et au-delà à des compétences plus transversales) tant ces compétences peuvent gêner considérablement les apprentissages et les parcours de formation.

Par conséquent, pour les apprentis en CFA privés, il est vivement conseillé de tester la nouvelle [plateforme Eva](#).

Ce nouveau service public numérique anciennement « Compétences pro » est issu du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC), initialement porté par la DINUM (beta.gouv / start-up d'état EVA) et aujourd'hui porté par l'ANLCI Eva sert à :

- évaluer la maîtrise des compétences de base et à repérer l'illettrisme,
- dédramatiser les situations d'illettrisme en valorisant les compétences transversales / redonner confiance aux personnes,
- faciliter le dialogue, la construction d'un projet (emploi ou formation) et vérifier sa cohérence au regard des compétences maîtrisées.

Pour aller plus loin, consulter le [diaporama](#) et/ou visionner [l'enregistrement](#) du webinaire du 22 juin 2023 « CFA/OFA : facilitez l'évaluation des compétences de bases & transversales de vos apprentis ! » de la DGEFP, DREETS, Carif-Oref Occitanie et Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI).

S'agissant des apprentis de 2<sup>nde</sup> pro et de 1<sup>ère</sup> année de CAP inscrits en EPLE publics et privés sous contrat, ils sont concernés par les tests de positionnement proposés en littérature et en numératie par le Ministère de l'Education nationale chaque année. Par conséquent, il est vivement conseillé aux équipes de formateurs dans ces CFA de s'emparer de ces outils à leur disposition et des résultats de ces tests pour adapter le contenu du programme de formation aux besoins de chaque apprenti. Les autres OF-CFA pourront s'en inspirer pour apporter leur contribution à la consolidation des connaissances et des compétences des apprentis dans ces deux disciplines plus particulièrement.

Par ailleurs, l'arrêté du 22 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2018 relatif aux enseignements dispensés dans les formations sous statut scolaire préparant au baccalauréat professionnel précise les modalités de mise en œuvre des groupes à effectifs réduits s'appuyant sur les besoins des élèves pour renforcer l'acquisition des savoirs fondamentaux.

Les enseignements de français et de mathématiques en seconde et en première professionnelle sont concernés par cette mesure.

Les inspecteurs de l'éducation nationale enseignement général de l'académie d'Aix-Marseille dans [un courrier daté du 23 février 2024](#) souhaitent attirer l'attention sur quelques éléments relatifs à la mise œuvre de ces groupes à effectifs réduits : Qu'appelle-t-on « groupes à effectifs réduits » ?

Ce sont :

- Des heures disciplinaires de mathématiques et de français prévues dans la grille horaire élève, bénéficiant d'une pédagogie adaptée aux besoins des élèves grâce aux faibles effectifs.
- Des temps pour accompagner les élèves au plus près de leurs besoins, selon les périodes et les objets travaillés, l'effectif d'un des groupes pouvant être très réduit.
- Des séances d'enseignement répondant aux objectifs des programmes disciplinaires et intégrées dans la progression des apprentissages de la classe.

Ce ne sont pas :

- Des heures supplémentaires pour les élèves.
- Un cours dédoublé et une répartition figée des élèves de la classe sur toute l'année scolaire.
- Des séances entièrement consacrées à la remédiation ou la consolidation.

Comment constituer les groupes à effectifs réduits ?

- En s'appuyant fortement sur les tests de positionnement pour repérer les besoins, puis sur les évaluations au fil de l'année. La composition des groupes peut donc changer en cours d'année (évaluation régulière des élèves et prise en compte des différents domaines de connaissances).
- En rendant possible une grande dissymétrie des effectifs entre les groupes.
- En prenant aussi le parti pris de l'homogénéité ou de l'hétérogénéité des niveaux de maîtrise des élèves selon l'objectif pédagogique visé.
- En conservant des temps en classe entière afin de maintenir le fil des apprentissages tout au long de l'année. Cela implique que ce soit le professeur de la classe qui prenne en charge les deux groupes.

### 3.2.3 Le cas particulier des dispenses d'unités à l'examen

Un CFA est en droit de proposer un programme de formation restreint aux disciplines et dispositifs d'enseignement relevant des unités pour lesquelles il est inscrit à l'examen, mais dans le respect des volumes horaires d'enseignement fixés par décret par le Ministère certificateur (cf 3.2).

*Nota bene : Toute dispense d'épreuves est à vérifier auprès du rectorat (service des examens et concours), dans le doute et pour éviter toute mauvaise surprise au moment de l'inscription de l'apprenti à l'examen.*

En CAP ou encore en baccalauréat professionnel plus particulièrement, la dispense d'épreuves de l'enseignement général ne signifie pas la maîtrise suffisante par tous les apprentis des connaissances et compétences nécessaires et suffisantes en français et en mathématiques – physique – chimie pour réussir le diplôme, et plus encore leur insertion professionnelle ou leur poursuite d'études.

De manière plus générale, toute dispense d'épreuves à l'examen ne signifie pas pour autant que l'apprenti, à la suite de son positionnement, n'a pas besoin d'approfondir voire de consolider certains apprentissages. C'est le cas notamment des enseignements généraux, le cas le plus fréquent de dispenses, pour développer des compétences plus transversales (« soft skills ») et sécuriser les continuités de parcours.

Aussi, le contenu du programme de formation, au-delà des épreuves à présenter à l'examen, tiendra compte du parcours antérieur de l'apprenti, de son niveau initial, des éventuels besoins qui en découleraient et de son projet personnel et professionnel (résultant du positionnement, obligatoire à l'entrée en apprentissage).

Sur le positionnement, les tests de positionnement en littérature et en numératie en 2<sup>de</sup> CAP, en français et en mathématiques en 2<sup>de</sup> bac pro, proposés à la rentrée 2021 à tous les apprentis (en lycées publics et privés sous contrat, y compris relevant du

Ministère de l'Agriculture), constituent à n'en pas douter une aide précieuse pour aider les équipes pédagogiques dans la construction d'un parcours de formation le plus adapté aux besoins de chaque apprenti. Les autres CFA pourront s'en inspirer pour apporter leur contribution à la consolidation des connaissances et des compétences des apprentis dans ces deux disciplines plus particulièrement.

#### 1.1.1 Le cas des prorogations d'un an du contrat à la suite à un échec à l'examen

L'article L6222-11 autorise la prorogation du contrat d'apprentissage pour une durée d'un an au plus suite à un échec aux examens :

« En cas d'échec à l'obtention du diplôme ou du titre professionnel visé, l'apprentissage peut être prolongé pour une durée d'un an au plus : 1° Soit par prorogation du contrat initial ou de la période d'apprentissage ; 2° Soit par conclusion d'un nouveau contrat avec un autre employeur dans des conditions fixées par décret ».

**Point de vigilance n°1** : Toute dispense d'épreuves est à vérifier auprès du rectorat (service des examens et concours), dans le doute et pour éviter toute mauvaise surprise au moment de l'inscription de l'apprenti à l'examen.

**Point de vigilance n°2** : Le volume horaire minimum d'enseignement en CFA s'apprécie en fonction de la durée du contrat. Dans le cas d'un prolongement du contrat suite à un échec à l'examen, le volume horaire d'enseignement sera fixé uniquement en référence au décret n°2020-624 du 22 mai 2020.

Des CFA ont pu avoir recours à un article du Code du travail abrogé depuis la Loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel ».

Article R6233-53 (abrogé) Version en vigueur du 01 mai 2008 au 09 novembre 2019 [Création Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. \(V\)](#)

L'horaire minimum prévu à l'article [L. 6233-9](#) ne peut être inférieur à 240 heures par an en cas de prolongation de l'apprentissage pour une durée d'une année.

Il est vrai que certains sites font encore référence à ce volume horaire minimum (par exemple : <https://lapprentissage.re/un-cfa/la-formation-en-cfa/> ou ici : <http://www.cfa-creap.com/medias/File/faq/FICHE25.pdf>).

C'est une erreur et le volume horaire d'enseignement min. en CFA sera calculé au prorata temporis de la durée du contrat, dans le respect du décret n°2020-624 du 22 mai 2020.

Par exemple

- Pour des contrats de 12 mois : 400 h en CAP, MC, BP / 675h en bac pro, BMA et BTS.
- Pour des contrats par exemple de 10 mois : 333h en CAP, MC, BP / 562h en bac pro, BMA et BTS (prorata-temporis – voir supra).

**Dès lors, tout contrat d'apprentissage ne respectant pas ce volume horaire min. d'enseignement en CFA pourrait être assimilé à du travail dissimulé et être requalifié en contrat de travail de droit commun (CDI).**

**Pour rappel également**, le document préparatoire de la rentrée 2022 ([FIL ROUGE 2022-2023](#)) souligne dans sa première page, un objectif fixé dès février 2022 :

« Pour les inscriptions à la prochaine session d'examen (2023), tous les CFA sont informés des dispositions suivantes :

- Aucun CERFA ne respectant pas les volumes horaires minimum d'enseignement en CFA ne sera désormais accepté par le rectorat.
- Tout aménagement de la durée du contrat d'apprentissage (réduction ou allongement) ne faisant pas l'objet de la signature d'une convention tripartite (dans le respect des dispositions du décret 2020-372 du 30 mars 2020) sera refusé ».

#### **Point de vigilance n°3 : Le cas spécifique des formations habilitées au CCF**

Le cas sera différent pour les formations habilitées au CCF. Selon la [circulaire du 25-4-2022](#), pour les actions de formation par apprentissage, les organismes de formation habilités à la pratique du contrôle en cours de formation (CCF) pourront mobiliser toutes les souplesses proposées par ce mode certificatif pour articuler de façon personnalisée parcours de formation et parcours de certification de chaque apprenti.

Par conséquent, à la suite d'un échec à l'examen en raison d'unités certificatives en CCF non acquises (exclusivement), une prorogation de 6 mois du contrat d'apprentissage peut être signée pour permettre :

- à l'apprenti de passer de nouveau ses épreuves en CCF
- au rectorat de solliciter le jury de délibération de la VAE de printemps pour acter la diplomation de l'apprenti dans le cas où les unités restantes sont acquises.

**Point de vigilance n°4** : Ce volume horaire min. d'enseignement s'entend en CFA et/ou dans d'autres structures de formation par délégation, y compris dans l'entreprise signataire du contrat d'apprentissage. Cette délégation de formation à l'entreprise est fortement conditionnée.



Toutes les conditions sont explicitées dans la fiche ressource « [Formation en situation de travail en apprentissage](#) », et tout CFA déléguant une partie de la formation à l'entreprise reste pédagogiquement responsable du contenu d'enseignement en entreprise.

### **Point de vigilance n°5 : Le CFA est tenu de proposer un parcours individualisé aux apprentis dont le contrat est prorogé en raison de l'échec à l'examen**

En effet, il revient au CFA de proposer un parcours de formation aménagé compte tenu du positionnement des apprentis, en respectant dans tous les cas le volume horaire min. d'enseignement mais avec des contenus qui peuvent, au-delà de la préparation aux épreuves qui ne font pas l'objet d'une dispense à l'examen, leur permettre :

- de consolider des compétences,
- en développer de nouvelles (par exemple en lien avec leur projet professionnel),
- voire leur permettre d'acquérir des certifications complémentaires qui seront autant d'atouts supplémentaires à faire valoir dans son CV (certifications TOEIC, PIX, ...).

En CAP ou encore en baccalauréat professionnel plus particulièrement, la dispense d'épreuves de l'enseignement général ne signifie pas pour autant la maîtrise suffisante par tous les apprentis des connaissances et compétences nécessaires et suffisantes en français et en mathématiques – physique – chimie pour réussir le diplôme, et plus encore leur insertion professionnelle ou leur poursuite d'études.

De manière plus générale, toute dispense d'épreuves à l'examen ne signifie pas pour autant que l'apprenti, à la suite de son positionnement, n'a pas besoin d'approfondir voire de consolider certains apprentissages. C'est le cas notamment des enseignements généraux, le cas le plus fréquent de dispenses, pour développer des compétences plus transversales (« soft skills ») et sécuriser les continuités de parcours.

#### 3.2.4 Le cas spécifique du chef d'œuvre – **Mise à jour 31 janvier 2024**

**Attention : Les apprentis, quelle que soit leur modalité de formation, ont l'obligation de passer l'épreuve du chef d'œuvre. Ils ne sont pas considérés comme des candidats individuels et ne sont donc pas dispensés de cette épreuve. C'est le cas par exemple des apprentis qui suivent une formation 100% à distance**

La DGESCO, dans un message du 8 septembre 2020, précise les points suivants :

« L'article D337-3-1 du code de l'éducation prévoit notamment que les candidats sous statut scolaire et les apprentis préparant une des spécialités de certificat d'aptitude professionnelle mentionnées au premier alinéa de l'article D. 337-2 réalisent, au cours de leur formation conduisant au diplôme, un chef d'œuvre en relation avec la spécialité préparée. Ce chef d'œuvre peut prendre appui sur tous les enseignements (y compris les arts appliqués, l'anglais, ...), puisque par nature, le chef d'œuvre est pluridisciplinaire (réf. Texte en vigueur [en cliquant ici](#)).

L'évaluation certificative du chef d'œuvre s'applique dès la session 2021 pour les CAP et la session 2022 pour les baccalauréats professionnels. **La réglementation s'applique également aux apprentis quelle que soit la durée de formation. Le chef d'établissement ou directeur du centre de formation s'assure que tous les jeunes sont engagés dans un projet et que les conditions matérielles et pécuniaires de chaque projet permettent la réalisation et l'évaluation du chef-d'œuvre, et ce quelle que soit la modalité certificative.**

La note relative au chef-d'œuvre est, dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté du 28 novembre 2019, intégrée au calcul de la moyenne permettant la délivrance du diplôme.

À cette fin, elle est affectée d'un coefficient 1 s'imputant sur celui de l'unité professionnelle dotée du plus fort coefficient dans la spécialité de diplôme présentée par le candidat.

En cas de cursus d'un an préparant au CAP, le choix du chef-d'œuvre est adapté à cette durée et sa réalisation se concentre sur cette période. Seuls des candidats suivant un cursus en un an à partir de la rentrée scolaire 2020/2021 sont soumis à la réalisation et à l'évaluation d'un chef-d'œuvre, les dispositions relatives à l'évaluation du chef-d'œuvre entrant en vigueur à la session 2021 ».

A noter la publication de ressources sur le chef d'œuvre (le [courrier du Recteur](#) / le [document d'accompagnement académique](#) proposé par le collège des inspecteurs du 2<sup>nd</sup> degré).

#### **Actualité : communication régionale des inspecteurs**

« Lors de nos visites dans les établissements et de nos rencontres avec les équipes, nous sommes régulièrement questionnés sur le projet de chef-d'œuvre et sur son évaluation. Afin de permettre à tous de continuer à s'informer en toutes circonstances, nous vous rappelons que le collège des IEN-ET/EG/IO a créé il y a deux ans un espace [Tribu](#) le concernant.

Cet espace, en accès public, accessible à l'ensemble des équipes pédagogiques et de direction, met à disposition de nombreuses ressources produites par le groupe de travail académique dédié, ainsi que l'ensemble des textes officiels relatifs au projet de chef-d'œuvre.

Vous y trouverez de nombreuses réponses aux questions qui peuvent encore se poser.

Par ailleurs, à des fins de partage, les enseignants peuvent proposer à leur inspecteur disciplinaire les ressources qu'ils ont produites et qu'ils souhaitent déposer dans l'espace.

Rappels pour accéder à l'espace :

1. Cliquer sur : [Tribu](#)
- 2.



2. Si le lien ne fait pas partie de vos favoris, une recherche simple vous y conduit :



Lien vidéo à consulter : <https://youtu.be/VzdhlXdYrJ8>

Pour rappel les textes réglementaires sur le Chef d'œuvre

- [Décret n°2019-1236 du 26 novembre 2019](#) sur l'évaluation du chef d'œuvre en CAP
- [Arrêté du 28 novembre 2019](#) sur l'évaluation du chef d'œuvre en CAP
- [Circulaire n°2020-039 du 14 février 2020](#) sur le chef d'œuvre en CAP
- [Décret n° 2020-1277 du 20 octobre 2020](#) relatif aux conditions de certification des candidats à l'examen du baccalauréat professionnel et portant suppression du brevet d'études professionnelles.
- [Arrêté du 20 octobre 2020](#) définissant les modalités de l'évaluation du chef d'œuvre prévue à l'examen du baccalauréat professionnel par l'article D.337-66-1 du code de l'éducation.
- [Circulaire du 22 octobre 2020](#) sur la réalisation du chef-d'œuvre au baccalauréat professionnel et modalités d'évaluation à l'examen
- [Une ressource intéressante pour préparer l'oral du Chef d'oeuvre](#) : [une synthèse d'un atelier](#) sur le grand oral au baccalauréat général et technologique.

### 3.2.5 Le cas particulier des enseignements facultatifs

Si tous les enseignements sont obligatoires en formation initiale sous statut scolaire, cela n'est pas le cas en apprentissage, du moins pour les enseignements qui n'ont pas d'épreuves de certification correspondantes (le cas dans certains CAP des arts appliqués et culture artistique) ou encore pour les enseignements dont les épreuves sont facultatives (exemple dans certains CAP pour les langues).

*Pour mémoire : Au sujet des épreuves facultatives, voir les textes en vigueur concernant les enseignements dispensés sous statut scolaire (Accès direct aux textes de référence [en cliquant ici](#)).*

En conséquence, si les apprentis ne souhaitent pas s'inscrire dans des épreuves facultatives, le CFA n'a pas l'obligation de dispenser cette formation. Du moins, dans l'absolu.

Par commodité (et pour des raisons financières dans certains cas), certains CFA font le choix de ne pas inscrire les apprentis aux épreuves facultatives. En cela, cette position ne va pas dans le sens de l'intérêt des apprentis (puisque seules les notes supérieures à la moyenne sont prises en compte dans le cas des épreuves facultatives). En principe, les apprentis devraient avoir le choix, et ce choix ne devrait pas être contraint par une position de principe du CFA.

Cette disposition vaut pour tous les diplômes.

Cela est d'autant plus vrai en BTS pour l'épreuve facultative commune à tous les étudiants : "l'engagement étudiant", dans un contexte où l'engagement des apprenants est fortement encouragé.

Pour illustration, cet extrait du Guide régional Apprentissage (partie « projet pédagogique du CFA »).

<p><b>Promotion auprès des apprentis de toutes les formes d'engagement (dans la vie civile, professionnelle, etc.).</b></p>	<p>Publication de <a href="#">la Directive nationale d'orientation du 19 octobre 2022</a> au Bulletin officiel du 20 octobre 2022. Dans le domaine de la jeunesse, un double objectif est poursuivi : favoriser l'émancipation de la jeunesse et favoriser l'engagement de la jeunesse.</p> <p>Instauration au sein du CFA d'un ensemble d'actions permettant aux apprentis de s'impliquer dans toutes formes de projet en relation ou non avec des partenaires extérieurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- participation aux différentes élections (y compris externes) – proposition d'un module de formation spécifique aux apprentis délégués.</li> <li>- promotion des éco-délégués, pivots de l'éducation au développement durable dans les organismes de formation. A noter des <a href="#">guides pour les formateurs et les élèves</a> proposant des pistes pour agir au quotidien</li> <li>- actions de communication de type webradio, webtélé, pages internet, etc.,</li> <li>- actions citoyennes, de santé, en faveur du développement durable, culturelles, artistiques, sportives ou humanitaires, ...,</li> <li>- participation à des médiations, à des actions de tutorat, d'accueil d'apprentis étrangers, etc.</li> <li>- <a href="#">promotion du BAFA</a> désormais accessible à partir de 16 ans ... <a href="#">Le décret n° 2022-1323 du 14 octobre 2022</a> abaisse l'âge d'entrée en formation au brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur Bafa. Dorénavant, les candidats doivent être âgés de 16 ans au moins le premier jour de <a href="#">la session de formation générale</a>.</li> </ul> <p>Pour rappel, le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (Bafa) est un diplôme qui permet d'encadrer à titre non professionnel, de façon occasionnelle, des enfants et des adolescents en accueils collectifs de mineurs.</p> <p>Installation au sein du CFA de dispositifs de valorisation de l'engagement des apprentis au sein du CFA mais également dans la société :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- compte engagement citoyen, open badges, reconnaissances diverses, événements festifs, ...)</li> <li>- reconnaissance des acquis de la mobilité dans le cas des mobilités à l'étranger</li> <li>- information auprès des familles et des partenaires.</li> </ul> <p>Inscription de tous les apprentis dans l'épreuve facultative « engagement étudiant » du BTS</p> <p>Proposition de modules de formation et d'accompagnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Par exemple, un module dédié à l'entrepreneuriat sur le modèle de l'enseignement facultatif dans certains diplômes (exemple de l'engagement étudiant en BTS) ;</li> <li>- Module de préparation à la poursuite d'études et module de préparation à l'insertion professionnelle en classe de terminale CAP et bac pro en particulier.</li> </ul>	<p>% d'apprentis internes. Projet spécifique internat. % d'apprentis jouant un rôle identifié au regard de la citoyenneté et de l'action éducative. Open badges remis, autres outils de valorisation. % d'apprentis ayant activé leur compte d'engagement citoyen. Proportion d'apprentis participant aux élections internes (évolution). Fiche pédagogique descriptive du module de formation aux délégués, à l'entrepreneuriat. Actions conduites par le CFA seul ou en partenariat avec le tissu associatif local. Réalizations lors de journées ou de semaines locales ou nationales dédiées (Prix « Non au harcèlement », semaine de l'engagement, semaine de la presse, etc.). % d'apprentis inscrits dans le module « Préparation à la poursuite d'études » / « Préparation à l'insertion professionnelle ».</p> <p>Nombre d'inscrits à l'unité facultative de mobilité, Europass mobilité. Certifications en langue étrangère. Modules ECVET.</p> <p>% d'apprentis inscrits dans l'épreuve facultative « engagement étudiant »</p> <p>Taux de participation des apprentis dans les modules de préparation à l'insertion professionnelle et de préparation à la poursuite d'études en CAP et en baccalauréat professionnel.</p>
---	---	--

Cette épreuve orale de 20 minutes sans préparation vise à identifier les compétences, connaissances et aptitudes acquises par le candidat dans le cadre de ses activités bénévoles prévues par l'[article L611-9 du code de l'éducation](#).

Pour plus de détail, consulter Légifrance pour [connaître les modalités de l'unité facultative "engagement étudiant"](#).

### 3.2.6 Le cas particulier de l'EPS

Tous les CFA proposant des diplômes de l'éducation nationale ont l'obligation d'inscrire cet enseignement dans les programmes de formation.

A la différence de la formation continue, la préparation d'un diplôme par la voie de l'apprentissage oblige le CFA à inscrire chaque apprenti à l'ensemble des épreuves obligatoires, à l'exception des dispenses auxquelles ils auraient droit. C'est le cas de l'enseignement physique et sportif.

**Une vigilance est demandée à chaque CFA sur ce sujet**, notamment ceux qui ont pu basculer avec la réforme de l'apprentissage, de contrat de professionnalisation au contrat d'apprentissage.  
**En effet, il s'avère que plusieurs OF qui se sont ouverts récemment à l'apprentissage n'en maîtrisent pas tous les codes et les contraintes ....**  
 Une fiche ressource spécifique (accessible depuis [la page régionale](#) ou directement [en cliquant ici](#)) vise à recenser les spécificités de chaque contrat d'alternance, et met également en lumière les attentes spécifiques et les obligations fixées par le Ministère de l'Education nationale en tant que Ministère certificateur.

#### 4 Une troisième approche stratégique dans la construction des maquettes pédagogiques : l'entrée par les volumes horaires disciplinaires

##### 4.1 Les grilles horaires d'enseignement sous statut scolaire comme repères potentiels pour les CFA

En l'absence de grilles officielles nationales dédiées à l'apprentissage, les grilles horaires des formations sous statut scolaire sont des préconisations pertinentes dans la détermination des volumes horaires d'enseignement dans les maquettes pédagogiques des CFA, puisqu'elles indiquent notamment la répartition des volumes horaires entre les disciplines, en particulier au sein des enseignements généraux comme au sein des enseignements professionnels.

Les CFA y puiseront également d'autres repères utiles et nécessaires, comme par exemple, les intitulés des disciplines et des autres dispositifs d'enseignement qui résultent de la transformation de la voie professionnelle

**C'est dans un esprit d'information et d'accompagnement qu'un fichier d'aide et de repère est proposé aux CFA (accès au fichier [en cliquant directement ici](#)) incluant des propositions par type de BTS – Fichier mis à jour à la suite de la publication de l'arrêté de l'arrêté du 22 janvier 2024 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2018 relatif aux enseignements dispensés dans les formations sous statut scolaire préparant au baccalauréat professionnel**

Le fichier excel est construit sur les bases suivantes :

- Un onglet par grille ;
- Quatre grilles cibles (CAP, Bac pro, BP, BTS) ;
- Chaque grille contient des cellules protégées (pour faciliter les calculs automatiques qu'elle propose) et des cellules non protégées (en rouge, à renseigner par l'OF-CFA) ;
- Parmi les cellules à renseigner :
  - Le volume horaire d'enseignement total proposé par l'OF-CFA (a minima, l'OF-CFA est tenu de respecter les seuils déterminés par le décret n°2020-624 du 22 mai 2020).
  - Le nombre d'alternance en OF-CFA (pour déterminer le volume horaire moyen hebdomadaire)
  - Si l'OF-CFA le souhaite, les volumes horaires d'enseignement par discipline projetés.

Une seule variable caractérise la base de calcul : une proposition indicative de répartition des % entre les enseignements généraux, les enseignements professionnels et le dispositif d'accompagnement pour tenir compte des rythmes d'alternance entre entreprise et OF-CFA.

Compte tenu du temps de présence des apprentis en entreprise, il s'agira de privilégier, en centre, en particulier les compétences qui sont moins développées en entreprise (par exemple, les compétences transversales qui relèvent des programmes des enseignements généraux).

Pour la formation initiale sous statut scolaire, la répartition définie par le Ministère certificateur est la suivante :

Scolaire	EG	EP	Accompagnement	TOTAL
CAP	28,6%	59,6%	11,8%	100,0%
BAC PRO	40,8%	48,3%	10,9%	100,0%

Pour les besoins du calcul et considérant le temps de présence en entreprise et en centre, la proposition de répartition en apprentissage est la suivante :

Apprentissage (proposition)	EG	EP	Accompagnement	TOTAL
CAP	43,0%	45,0%	12,0%	100,0%
BAC PRO	50,0%	40,0%	10,0%	100,0%

Cette première proposition peut être amenée à évoluer en fonction des remarques qui seront faites dans l'expérimentation du fichier.

Ainsi défini, le fichier devrait avoir une double utilisation :

- Le CFA reporte le volume horaire d'enseignement minimal à respecter en fonction de la durée du contrat d'apprentissage. Il renseigne le nombre de semaines de formation en OF-CFA sur l'ensemble du cycle. Le tableau indique alors et de manière automatique un volume horaire moyen, mais l'OF-CFA reste libre de l'adapter en fonction des positionnements des apprentis mais dans le respect du volume horaire minimum défini par le Ministère certificateur.
- La partie "Soutien au parcours" dont le volume horaire est indépendant des volumes horaires affectés aux enseignements généraux et professionnels peut servir utilement à proposer aux alternants des actions de positionnement, d'évaluation et d'accompagnement / entraînement / révisions / préparation à l'insertion professionnelle ou à la poursuite d'études selon le cas.
- S'il le souhaite également, le CFA complète les horaires qu'il a choisis par discipline d'enseignement et le fichier lui permet de comparer ses données aux % de la grille repère.

Cette première approche est complétée sur les conseils d'Isabelle Colombari, Inspectrice d'académie – Inspectrice pédagogique régionale économie gestion de l'académie d'Aix-Marseille par un nouvel onglet dans le [fichier excel d'aide](#) cité supra.

Cet onglet permet de comparer

- les % calculés par le rapport volumes horaires d'enseignement par bloc / volume horaire total,
- et les % calculés par le rapport coefficient d'épreuve par bloc / somme des coefficients.

Les écarts peuvent conduire à revoir la répartition totale ou spécifique à certains blocs.

2

Mise à jour : 29 janvier 2023

Bloc de compétences ou disciplines d'enseignement	Volumes horaires d'enseignement par alternance ou en totalité sur l'ensemble du cycle de formation	Volume horaire pour chaque bloc en % par rapport au volume horaire total	Coefficient affecté à chaque épreuve (cf règlement d'examen)	Coefficient pour chaque bloc en % par rapport à la somme des coefficients
		#DIV/0!		#DIV/0!
		#DIV/0!		#DIV/0!
		#DIV/0!		#DIV/0!
		#DIV/0!		#DIV/0!
		#DIV/0!		#DIV/0!
		#DIV/0!		#DIV/0!
		#DIV/0!		#DIV/0!
		#DIV/0!		#DIV/0!
		#DIV/0!		#DIV/0!
		#DIV/0!		#DIV/0!
		#DIV/0!		#DIV/0!
Total	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!

#### 4.2 Limites du fichier excel proposé

Le fichier ne peut avoir force de loi et s'imposer en tant que telle aux CFA. Seules les grilles horaires dites officielles (publiées par le Ministère certificateur) pour la formation initiale sous statut scolaire uniquement, s'imposent à tous les établissements dispensant des formations sous statut scolaire en CAP, en Bac pro ou encore en BTS.

Par conséquent, les données apportées par le fichier ne peuvent être assimilées à des préconisations, académiques, régionales voire nationales. Les OF-CFA demeurent libres d'adapter les volumes horaires du plan de formation en fonction de ses choix et des positionnements des apprentis, mais dans le respect du volume horaire minimum défini par le Ministère certificateur (cf décret n°2020-624 du 22 mai 2020).

Les CFA engagent sur ce sujet leurs responsabilités vis-à-vis du Ministère certificateur.

#### 4.3 D'autres points de vigilance

Le décret n°2020-624 du 22 mai 2020 fixant les volumes horaires minimums d'enseignement en CFA s'entendent par durée du contrat et non pas par durée du cycle.

Par exemple, pour un BTS en 1 an, 675h ... pour un bac pro en 2 ans, 1350h .... etc.

**Le positionnement à l'entrée en formation, s'agissant par exemple des apprentis ayant eu préalablement un parcours scolaire et souhaitant terminer leur cycle de formation en apprentissage (mixité de parcours) vise à allonger ou diminuer la durée du contrat d'apprentissage, et non pas la durée des volumes horaires d'enseignement en CFA.**

De ce fait, la durée de formation en centre ne saurait être diminuée en apprentissage au prétexte d'un volume horaire plus important suivi préalablement par un élève ou un étudiant en lycée.

Dans tous les cas, il est proposé aux équipes de direction et aux équipes pédagogiques d'avoir recours aux fiches conseils disponibles sur la page internet de référence (accès [en cliquant directement ici](#)), et en particulier la fiche suivante : [MCP - Fiche conseil horaires enseignement apprentissage](#)

## 5 Une quatrième approche stratégique dans la construction des maquettes pédagogiques : l'entrée par la multimodalité des enseignements

Pour développer la pédagogie de l'alternance, l'Observatoire de la métallurgie et l'Opco 2i dans son document repère [Pédagogie de l'alternance](#) (publié en novembre 2022) met en avant trois concepts clefs : l'individualisation, la réflexivité et l'accompagnement.

La multimodalité des enseignements participe largement à l'enjeu d'individualisation de la formation.

Le concept de multimodalité en formation consiste à proposer une variété de modalités pédagogiques propices à la différenciation pédagogique.

Elles peuvent comprendre :

- du présentiel et/ou du distanciel,
- de l'auto-formation accompagnée présentielle et/ou distancielle,
- du travail collaboratif présentiel et/ou distanciel,
- de la mise en situation professionnelle réelle et/ou simulée voire virtuelle.

Ce concept s'appuie sur une variabilité :

- des lieux (centre de formation, entreprise, hors centre : domicile, tiers-lieux, ...dans le cas de formation à distance par exemple).

*A noter : le CFA peut déléguer une partie de la formation à un autre CFA, à l'entreprise, à d'autres partenaires.*

- des temps (communication synchrone ou asynchrone)
- des acteurs (seul, en groupe, maître d'apprentissage ou tuteur en entreprise, accompagnateur technique, référent du parcours, accompagnateur méthodologique, formateur ...),
- des activités (travail en initiative autonome, travail prescrit, réception des connaissances, production de savoirs – savoir-faire, échanges collaboratifs).

*Cf. annexe n°1 « Développer la multimodalité dans les dispositifs modulaires de formation – Fiches conseils », Région Pays de la Loire (octobre 2016).*

Dès l'instant où l'établissement aura à faire face à une mixité de publics, et pour une même ingénierie de formation, il suffira de jouer sur cette multimodalité pour atteindre les mêmes objectifs en terme de compétences à atteindre.

Ainsi, pour une compétence donnée ou un objectif professionnel à atteindre, les modalités pour y parvenir pourront varier en fonction du statut de l'apprenant et des modalités de formation qui lui seront propres.

Pour autant, la multimodalité ne suffira pas à compenser les différences dans les parcours des apprenants, et il conviendra de programmer des compléments d'heures spécifiquement dédiés à chaque statut d'apprenant dès leur retour d'alternance.

## 6 Une cinquième approche stratégique dans la construction des maquettes pédagogiques : l'entrée par la formalisation d'une fiche par unité de formation type contrat pédagogique

Cette fiche dont le format reste libre (un exemple est donné dans l'annexe n°2), pourra reprendre les éléments clefs de référence pour les équipes pédagogiques, dont :

- thème
- temporalité
- lieux de formation
- compétences cibles
- indicateurs de maîtrise
- activités professionnelles de référence
- savoirs associés (*aux compétences*).

S'agissant des savoirs associés, la plupart des nouveaux référentiels identifient pour chaque bloc de compétences cible, les connaissances à maîtriser. Dans le cas contraire, il s'agira de répartir la liste des savoirs entre chacun des blocs de compétences constitués.

De la même façon, et sans chercher l'exhaustivité, il s'agira de viser les compétences et contenus de programme des enseignements généraux qui entrent en résonance avec les compétences professionnelles.

Ce référencement sera d'autant plus stratégique qu'il permettra en CFA d'objectiver et de consolider les compétences par une ré-exploitation du vécu en entreprise.

## 7 Les sites de référence à consulter

### 7.1 Les sites nationaux (liste non exhaustive)

- La page Eduscol du site du [Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse](#) consacrée aux diplômes professionnels de niveau 3 et 4 : une page de référence régulièrement mise à jour qui donne accès :
  - aux arrêtés de création et aux référentiels de toutes les spécialités de CAP, de baccalauréats professionnels, de BMA, de brevets professionnels et de mentions complémentaires (dénommées certificats de spécialisation à partir du 1er janvier 2025) de niveau 3 et 4.
  - aux textes réglementaires de référence sur les diplômes professionnels du Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse de niveau 3 et 4
- Une page regroupant les référentiels de BTS existe sur le site du [Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche](#)
- [France compétences](#) : Préconisations relatives à l'évaluation des compétences professionnelles (Octobre 2021).
- [Eduscol](#) : documents de références sur l'ensemble des diplômes Professionnels
- [Site National Sciences et Techniques Industrielles](#)
- [CRCM-TL](#) : site pour les BTS mercatique (NDRC, MCO, CSST, CI, Communication...) et transport logistique
- Le [CRCOM](#) – réseau national de ressources pédagogiques (BTS GPME, SAM, ... management, économie-droit, CEJM ....)
- [Cerpeg](#) : Centre national de ressources pour l'enseignement professionnel en économie et gestion
- Site National pour l'Hôtellerie Restauration [CRNHR](#)
- Site National pour l'Alimentation [CRNMA](#)
- Site national de travail en groupes et de partage de ressources [VIAEDUC](#) (adresse académique requise ou possibilité d'invitation ou accès depuis le site Canopé)  
*Recherche par domaines, diplômes, thématique pédagogique*
- [Mathématiques et sciences physiques](#) voie professionnelle
- [Prévention /Santé Environnement](#) voie Professionnelle
- [Histoire-Géographie](#)
- Lettres / [Site national](#) / [Programmes et ressources en français](#) voie professionnelle

### 7.2 Les sites académiques

- Sur l'apprentissage : [Mission de contrôle pédagogique des formations par apprentissage](#)
- Sur le [CCF](#)
- Académie d'Aix-Marseille :  
 Le [portail académique](#) vers tous les sites pédagogiques académiques, y compris les liens vers les sites nationaux.  
 Le portail tertiaire [économie gestion](#) en lycée
- Académie de Nice  
 Le [portail disciplinaire](#) dans l'académie de Nice

### 7.3 Focus sur les enseignements généraux

Les programmes et ressources nécessaires à la construction des parcours sont à chercher hors des périmètres des référentiels sur le site : <https://eduscol.education.fr/94/j-enseigne-au-lycee-professionnel>

Il est important de noter que les épreuves et règlements d'examen des épreuves de l'enseignement général des **CAP et des baccalauréats professionnels** ont été entièrement redéfinis par de nouveaux textes réglementaires :

- [Arrêté du 30 août 2019](#) fixant les unités générales du certificat d'aptitude professionnelle et définissant les modalités d'évaluation des épreuves d'enseignement général
- [Arrêté du 17 juin 2020](#) fixant les unités générales du baccalauréat professionnel et définissant les modalités d'évaluation des épreuves ou sous-épreuves d'enseignement général

De même, en **Brevet professionnel**, le texte de référence est [l'arrêté du 3 mars 2016](#).

Il faut noter la modification des programmes d'enseignement et les modalités des épreuves de [mathématiques](#), de [sciences physiques et chimiques](#), mais également d'expression et

connaissance du monde et de langue vivante des classes préparatoires au brevet professionnel ([BO n°30 du 29 juillet 2021](#)).

A noter la modification de la définition des épreuves et des règlements d'examen des unités d'enseignement général de physique - chimie (applicable à partir de la session 2023) - [Arrêté du 5-10-2021 - JO du 16-10-2021](#)

Pour les **BTS**, il convient de se référer aux bulletins officiels fixant le contenu des programmes et des épreuves.

Deux exemples

- Objectifs, contenus de l'enseignement et référentiel des capacités du domaine de la culture générale et expression pour le BTS
  - [BO n° 47 du 21 décembre 2006](#)
- [Arrêté du 15 février 2018](#) portant définition du programme et de l'épreuve de « culture économique, juridique et managériale » communs à plusieurs spécialités de brevet de technicien supérieur
- [Arrêté du 13 juillet 2023](#) relatif aux objectifs et contenus de l'enseignement de culture générale et expression, aux compétences travaillées et à la définition de l'épreuve de culture générale et expression du brevet de technicien supérieur – applicable à la RS23 (1<sup>ère</sup> session : 2025).



## 8 Annexes

### 8.1 Annexe n°1 - Extrait « Développer la multimodalité dans les dispositifs modulaires de formation – Fiches conseils », Région Pays de la Loire (octobre 2016)

Exemples de situations de formation (Caractéristiques de la situation)	Centre(s) de formation (sur site et délocalisé)	Hors centre (cybercentre, domicilia,...)	Lieu d'alternance en milieu professionnel	Communication synchrone	Communication asynchrone	Seul	En groupe	Tuteur en entreprise	Accompagnateur technique	Référent du parcours	Accompagnateur méthodologique	Formateur	Travail en initiative autonome	Travail prescrit	Réception des connaissances	Production de Savoirs, Savoir-Faire	Echanges collaboratifs	Exemples
	LIEU	TEMPS	ACTEURS						ACTIVITES									
Séance présentielle	X		X			X						X			X			Cours magistral, conférence,...
	X		X		X							X			X			Cours individuel,...
	X		X		X		X					X	X		X	X	X	Travaux pratiques, travaux dirigés,...
Séance distancielle		X	X			X		X			X		X	X	X	X	X	Classe virtuelle,...
		X	X		X			X			X			X				Visio-conférence, webinar,...
Autoformation accompagnée présentielle	X		X		X			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Centre de ressources, laboratoire de langues,...
Autoformation accompagnée distancielle		X	X	X	X			X	X	X	X	X		X	X	X	X	Module de formation à distance avec outils de communication
Travail collaboratif présentiel	X		X			X					X	X		X		X	X	Activités en mode projet,...
Travail collaboratif distanciel		X	X	X	X	X		X		X	X	X		X		X	X	Activités en mode projet,...
Mise en situation professionnelle réelle	X		X			X						X		X	X	X		Applications professionnelles en plateaux techniques, logiciels professionnels, chantier école,...
			X	X	X	X		X					X	X	X	X		Applications professionnelles en stages
Mise en situation professionnelle virtuelle	X		X	X	X	X	X	X				X	X	X			X	Simulateur, Serious Games,.... en centre
		X	X	X	X	X	X	X				X	X	X			X	Simulateur, Serious Games,.... à distance

## 8.2 Annexe n°2 : fiche type contrat pédagogique

### Unité de formation n°5 : Conception d'une prestation de restauration complète

Conception d'une prestation complète de restauration (type menu) en fonction d'un contexte local et d'un cahier des charges

Ce module prépare à l'épreuve E1.

Il s'appuie sur une rencontre avec les acteurs de la restauration (professionnels, producteurs, fournisseurs, ..), et sur l'analyse de plusieurs types de prestations de restauration différentes pour identifier la(les) méthode(s) de conception d'une prestation complète de restauration.

Modalités de formation	Pré-requis	Temporalité					
		UF1	UF2	UF3	UF4	UF5	UF6
Centre de formation	UF « Conception de préparations à l'assiette ou au plat »						

#### Compétence(s) clef

O1 - Concevoir les prestations

#### Compétence clef associée

....

#### Indicateur(s) de maîtrise

Conception et faisabilité d'une prestation dans le respect des éléments du contexte (saisonnalité, budget, situation géographique, état des stocks, temps, ...)

....

#### Activités professionnelles de référence

Se documenter, rencontrer des acteurs de la restauration (professionnels, producteurs, fournisseurs, ...)  
 Sélectionner les produits, les fournisseurs  
 Elaborer des propositions de plats, de menus, de cartes  
 Contrôler l'équilibre nutritionnel de la prestation  
 Calculer les rendements de production (produits bruts et finis)  
 Calculer le coût de production de la préparation  
 Réaliser les fiches techniques de fabrication  
 Effectuer le croquis de présentation de l'assiette ou du plat

#### Supports et outils professionnels

....

#### Savoirs associés

Libellés	Contenus	Conseils pédagogiques
Les éléments clefs du secteur cible	Le poids du secteur	
	Les profils et attentes de la clientèle	
La sélection des produits, des fournisseurs	Les produits marqueurs d'une identité territoriale	(saisonnalité, labels, caractéristiques, ....)
	Les critères de sélection (produits / fournisseurs)	
L'élaboration des propositions de plats, de menus, de cartes	L'élaboration des menus, de la carte	La dimension commerciale, réglementaire et l'équilibre alimentaire dans l'élaboration de la carte
	Accords mets - vins	Principaux accords et pratiques professionnelles usuelles